

F. 92 — 2222

[C — 27347]

25 JUN 1992. — Décret modifiant la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Il est inséré dans la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, un chapitre 1er bis, intitulé : « Dispositions particulières à la Région wallonne » et comprenant les articles 32.2 à 32.19, rédigés comme suit :

« *Section Ire. — De l'attribution d'incitants*

Sous-section 1re. — Champ d'application

Article 32.2. § 1er. Les incitations créées en vue de contribuer, parmi d'autres instruments, au développement socio-économique de la Région wallonne sont attribuées en vertu de contrats conclus entre, d'une part, la Région wallonne, et, d'autre part, toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, qui s'engage à effectuer une ou plusieurs opérations concourant à la mise en place d'un développement durable et à favoriser la création d'emplois. Les incitations ne sont accordées que si elles contribuent de manière déterminante à la réalisation de ces opérations.

§ 2. Les dispositions de la présente section peuvent être appliquées aux entreprises n'occupant pas plus de 250 personnes et relevant :

1. des secteurs industriel, artisanal, du tourisme, du commerce ou des services;
2. des secteurs de la pisciculture et de l'horticulture;
3. du secteur de l'agriculture.

Sont toutefois exclus du bénéfice des aides prévues par la présente section :

1. les secteurs des banques et autres institutions financières, des assurances et de l'immobilier,
2. les secteurs de la production et de la distribution d'énergie et d'eau, à l'exception de la production d'énergies alternatives et renouvelables;
3. les secteurs de l'enseignement et de la formation;
4. le secteur de la santé;
5. les secteurs des sports, des loisirs et de la culture;
6. les professions libérales qui n'ont pas de rapport direct avec l'activité économique des petites et moyennes entreprises.

§ 3. L'Exécutif établit la liste des activités exclues et peut étendre les exclusions à d'autres secteurs ou branches d'activités pour chacun des types d'aides. Dans ce cas, sa décision motivée devra prendre exclusivement en considération les principes et objectifs de développement durable ou de création d'emplois. Il détermine les investissements et les types d'entreprises éligibles. Il fixe le chiffre d'affaires annuel maximum qui ne peut être dépassé par les entreprises pour l'obtention d'une prime à l'investissement.

Article 32.3. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par entreprise toute personne physique ou toute personne morale constituée sous la forme de société commerciale, à l'exception des sociétés de droit public.

Sous-section II. — Des différents types d'aides

CHAPITRE 1er. — Des aides à l'investissement

Article 32.4. § 1er. Il peut être octroyé aux entreprises visées à la sous-section 1re une prime à l'investissement, quel que soit son mode de financement, dont l'Exécutif fixe les conditions ainsi que les modalités d'octroi et de liquidation.

Les critères d'octroi distinguent : les entreprises qui occupent jusqu'à 20 personnes, de 21 à 50 personnes et de plus de 50 personnes.

La prime ne peut excéder le montant maximum qui serait autorisé pour une subvention-intérêt, conformément à l'article 5.

§ 2. Dans la Région wallonne, aucune aide n'est accordée sous la forme d'une subvention-intérêt.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1er, les entreprises de presse d'opinion écrite, qu'elle soit quotidienne ou hebdomadaire, peuvent bénéficier d'une aide égale à 15 % du montant des investissements éligibles.

Article 32.5. Les investissements pouvant faire l'objet d'une aide, en application de la sous-section II du présent décret, sont les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles visées par l'annexe à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises.

Article 32.6 § 1er. Les entreprises définies aux articles 32.2 et 32.3 peuvent être autorisées, en dérogation aux dispositions des articles 45, 4^e, et 49 du Code des impôts sur les revenus, à pratiquer pendant un maximum de trois périodes imposables successives, un amortissement annuel égal au double de l'annuité d'amortissement linéaire normal, pour les investissements corporels.

§ 2. L'aide prévue au paragraphe 1er ne peut être octroyée aux entreprises soumises à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises que pour autant qu'elles satisfassent à l'ensemble des dispositions y reprises.

Cette aide ne s'applique pas lorsque les investissements concernés font déjà l'objet, sous l'une ou l'autre forme, d'un amortissement accéléré.

Article 32.7. Les entreprises définies aux articles 32.2 et 32.3 peuvent être exonérées du précompte immobilier sur les investissements qu'elles réalisent en immeubles, en ce compris les investissements en matériel immeuble par nature ou par destination repris dans l'allègement cadastral.

(1) *Session extraordinaire 1992.*

Documents du Conseil. — 69 (SE 1992) Nos 1 à 7.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 24 juin 1992. Discussion.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 25 juin 1992. Vote.

Cette exonération peut être octroyée pour une durée maximale de cinq ans à partir du 1er janvier qui suit l'occupation ou l'utilisation du bien immobilier.

Article 32.8. Les aides prévues à la section Ire ne peuvent être cumulées avec d'autres aides régionales pour un même investissement.

CHAPITRE II. — Des autres types d'aides

Article 32.9. Peuvent être dispensés du droit proportionnel d'enregistrement sur les apports en société, les apports aux entreprises visées aux articles 32.2 et 32.3, constituées sous la forme de société commerciale, qui tendent à contribuer directement à la création d'activités et d'emplois nouveaux, qu'il s'agisse d'établissements nouveaux ou d'extension d'entreprises existantes.

Article 32.10. § 1er. Des primes d'emplois peuvent être accordées aux entreprises visées aux articles 32.2 et 32.3 pour les emplois supplémentaires portant le nombre total des emplois à 20 au maximum.

Cette prime à fonds perdus ne peut dépasser 100 000 francs par emploi effectivement créé.

§ 2. Une prime de premier établissement de maximum 50 000 francs peut être octroyée aux personnes physiques ou morales qui s'établissent pour la première fois dans une profession indépendante, au titre de profession libérale ayant un rapport direct avec l'activité économique des petites et moyennes entreprises ou exerçant une activité dans le secteur du commerce de détail ou de la grande distribution. Les personnes physiques bénéficiaires ou constituant les personnes morales visées ne peuvent avoir dépassé l'âge de 35 ans.

§ 3. L'Exécutif détermine les conditions et les modalités particulières d'octroi et de liquidation de ces primes, ainsi que les règles relatives à la récupération éventuelle de l'avantage ainsi octroyé.

Article 32.11. La Région peut prendre en charge une partie des frais encourus par les entreprises visées aux articles 32.2 et 32.3 lorsqu'elles font appel à un consultant agréé.

Les frais pris en charge par la Région ne peuvent dépasser 75 % des honoraires du consultant avec un maximum de 500 000 francs.

L'Exécutif détermine les conditions d'intervention et le mode d'agrément des consultants ainsi que les types de services pouvant bénéficier de l'intervention de la Région.

Article 32.12. Les entreprises visées aux articles 32.2 et 32.3 dont l'activité économique est gravement atteinte par une catastrophe publique reconnue comme telle par l'Exécutif peuvent bénéficier à des conditions particulières des aides prévues à la présente sous-section.

L'Exécutif détermine les conditions d'octroi et de liquidation des aides.

Article 32.13. § 1er. Dans le cadre de la mise en oeuvre de ses politiques d'intérêt particulier, la Région peut octroyer aux entreprises visées aux articles 32.2 et 32.3, à des conditions particulières, les aides prévues à la présente sous-section.

§ 2. La Région peut prendre en considération les investissements destinés tant à la production qu'à l'utilisation des immobilisations permettant la mise en oeuvre de ses politiques d'intérêt particulier.

§ 3. Les politiques d'intérêt particulier de la Région sont notamment :

- l'assainissement des sites pollués;
- la préservation en matière d'environnement, notamment par l'incitation au respect de normes plus strictes que celles édictées par l'Etat, les Régions ou les Communautés européennes, et par la promotion des activités de recyclage-récupération;
- la promotion des énergies renouvelables et des économies d'énergie.

§ 4. L'Exécutif détermine les critères et modalités d'octroi de ses aides.

Sous-section III. — Des restitutions des aides

Article 32.14. § 1er. Dans le cadre des décisions d'octroi, les aides ne peuvent être versées aux entreprises que si elles sont en règle vis-à-vis des législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales ou si elles s'engagent à se mettre en règle dans des délais appropriés.

§ 2. Dans un délai de trente jours qui suit l'introduction d'une demande d'autorisation de débiter, accompagnée d'une fiche signalétique dûment complétée, l'entreprise est informée de l'éligibilité de sa demande.

Le défaut de réponse dans le délai prévu n'implique pas automatiquement l'acceptation de la demande.

§ 3. Les entreprises ayant bénéficié des aides à l'investissement prévues aux articles 32.4 à 32.8 doivent restituer les avantages obtenus si, dans un délai de quatre ans à partir de la date de la fin de la réalisation des investissements, elles n'utilisent pas, aliènent ou cessent d'utiliser aux fins et conditions prévues, les investissements qui ont donné lieu à l'octroi d'une aide. Elles sont également tenues de restituer les aides si elles ne respectent pas les obligations fixées au § 1er.

§ 4. Toutefois, l'Exécutif peut, dans le cadre de la décision d'octroi, allonger le délai fixé au § 3.

§ 5. L'Exécutif peut limiter la restitution des aides, à concurrence du rapport entre le nombre d'années d'utilisation réelle du bien qui a fait l'objet d'une aide et le nombre d'années prévu au § 3.

Si moins de deux ans se sont écoulés depuis la fin de la réalisation de l'investissement jusqu'au jour de l'événement justifiant le retrait de l'aide, la restitution de celle-ci est néanmoins intégrale.

Article 32.15. L'Exécutif peut, lorsque le coût administratif lié à la récupération des aides risque d'être supérieur aux montants de celles-ci, exonérer l'entreprise bénéficiaire de leur restitution.

Article 32.16. En cas de faillite, de concordat par abandon d'actif, de dissolution et de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'entreprise, les avantages reçus sont restitués dans les conditions fixées à l'article 32.14.

En cas de fusion, d'absorption, de scission ou de vente de l'entreprise, le maintien des aides peut être accordé lorsque l'activité économique de l'entreprise est poursuivie et que les avantages obtenus sont transférés dans la nouvelle entité juridique au même titre que les investissements ayant justifié l'octroi de l'aide. A défaut, les aides sont restituées.

Article 32.17. Les entreprises qui ont obtenu des aides à la suite de la transmission, sciemment ou non, de renseignements inexacts doivent les restituer.

Sous-section IV. — Dispositions finales

Article 32.18. L'Exécutif communique trimestriellement au Conseil régional wallon et au Conseil économique et social de la Région wallonne une information statistique des aides octroyées.

D'autre part, l'Exécutif communique annuellement au Conseil régional wallon un rapport quantitatif et qualitatif sur la politique d'expansion économique qu'il a menée au cours de l'année civile précédente en vue d'une évaluation approfondie de celle-ci.

Article 32.19. Le présent décret entre en vigueur le 1er juillet 1992.

A partir du 1er juillet 1992, les articles 1 à 32, à l'exception de l'article 2, g, de l'article 5, § 1er, alinéas 2 à 4, de l'article 5, § 2, de l'article 10, alinéa 4, de l'article 11 bis, de l'article 11 ter, des articles 12 à 27 ainsi que l'article 30, ne sont pas applicables à la Région wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 25 juin 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 92 — 2222

[C — 27347]

25. JUNI 1992. — Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

Einzigster Artikel. In das Gesetz vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung wird ein Kapitel *Ibis* mit der Überschrift « Besondere Bestimmungen für die Wallonische Region » eingefügt, das die Artikel 32.2 bis 32.19 mit folgendem Wortlaut umfaßt:

« Abschnitt I. — Gewährung materieller Anreize

Unterabschnitt I. — Anwendungsbereich

Artikel 32.2. § 1. Die Zuerkennung der Anreize, die neben anderen Instrumenten im Hinblick auf die Förderung der sozio-ökonomischen Entwicklung der Wallonischen Region eingeführt werden, erfolgt aufgrund von Verträgen, die die Wallonische Region mit jeglicher öffentlich- bzw. privatrechtlichen natürlichen oder juristischen Person abschließt, die sich verpflichtet, ein oder mehrere Vorhaben durchzuführen, die zu der Einführung einer dauerhaften Entwicklung und zu der Schaffung neuer Arbeitsplätze beitragen. Die Anreize werden nur zuerkannt, wenn sie auf entscheidende Weise zu der Verwirklichung dieser Vorhaben beisteuern.

§ 2. Die Bestimmungen vorliegenden Abschnitts können auf die Betriebe angewandt werden die maximal 250 Personen beschäftigen und zu folgenden Sektoren gehören:

1. dem Industrie-, Handwerks-, Tourismus-, Handels- oder Dienstleistungssektor
2. den Sektoren der Fischzucht und des Gartenbaus

(1) *Außerordentliche Sitzungsperiode 1992.*

Ratsdokumente. — 69 (SE 1992) Nr 1 bis 7.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 24. Juni 1992. Diskussion.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 25. Juni 1992. Abstimmung.

3. dem Landwirtschaftssektor.

Folgende Sektoren haben jedoch kein Anrecht auf die in vorliegendem Abschnitt vorgesehenen Beihilfen :

1. die Sektoren der Banken und der anderen Finanzinstitute, der Versicherungen und der Immobilien
2. die Sektoren der Energieerzeugung und -verteilung bzw. der Wassergewinnung und -versorgung, mit Ausnahme der Erzeugung alternativer und regenerativer Energie,
3. die Sektoren des Unterrichtswesens und der Ausbildung
4. der Sektor des Gesundheitswesens
5. die Sektoren des Sports, der Freizeitgestaltung und der Kultur
6. die freien Berufe, die in keinem direkten Zusammenhang mit dem Wirtschaftszweig der kleinen und mittleren Betriebe stehen.

§ 3. Die Exekutive stellt die Liste der ausgeschlossenen Zweige auf und kann die Ausschlüsse für jede Art von Beihilfe auf andere Gewerbe- bzw. Wirtschaftszweige ausdehnen. In diesem Fall muß sich ihr mit Gründen versehener Beschluß nur auf die Grundsätze und die Ziele in bezug auf eine dauerhafte Entwicklung oder die Schaffung neuer Arbeitsplätze stützen. Sie bestimmt die förderungswürdigen Investitionen und Arten von Betrieben. Sie legt den höchsten Jahresumsatz fest, den die Betriebe zur Erlangung einer Investitionsprämie nicht übersteigen dürfen.

Artikel 32.3. Für die Anwendung vorliegenden Abschnitts versteht man unter Betrieb jegliche natürliche oder juristische Person, die die Rechtsform einer Handelsgesellschaft hat, mit Ausnahme der Gesellschaften öffentlichen Rechts.

Unterabschnitt II. — Die verschiedenen Arten von Beihilfen

KAPITEL I. — Investitionsbeihilfen

Artikel 32.4. § 1. Den in Unterabschnitt I erwähnten Betrieben kann unabhängig von der Art der Finanzierung der Investition eine Prämie gewährt werden, deren Gewährungs- und Zahlungsbedingungen und -modalitäten die Exekutive festlegt.

Die Gewährungskriterien unterscheiden die Betriebe, die maximal 20 Personen beschäftigen, die 21 bis 50 Personen beschäftigen und die mehr als 50 Personen beschäftigen.

Die Prämie darf den Höchstbetrag nicht übersteigen, der eventuell gemäß Artikel 5 für einen Zinszuschuß gewährt wird.

§ 2. In der Wallonischen Region wird keinerlei Beihilfe in der Form eines Zinszuschusses gewährt.

§ 3. In Abweichung von Paragraph 1 können die Verlage der parteigebundenen Tages- oder Wochenpresse eine Beihilfe erhalten, die 15 % des Betrags der förderungswürdigen Investitionen entspricht.

Artikel 32quinquis. Die Investitionen, die in Anwendung von Unterabschnitt II vorliegenden Dekrets den Gegenstand einer Beihilfe bilden können, sind die Investitionen in Sachanlagen und immaterielle Anlagewerte, die in der Anlage zum Königlichen Erlaß vom 8. Oktober 1976 über den Jahresabschluß der Unternehmen erwähnt sind.

Artikel 32sexis. § 1. In Abweichung von den Bestimmungen der Artikel 45 Nr. 4 und 49 des Gesetzbuches über die Einkommensteuer kann den in den Artikeln 32.2 und 32.3 bestimmten Betrieben erlaubt werden, während maximal drei aufeinanderfolgenden Veranlagungszeiträumen für die Sachinvestitionen eine jährliche Abschreibung vorzunehmen, die der doppelten jährlichen Quote einer regelmäßigen linearen Abschreibung entspricht.

§ 2. Die in Paragraph 1 vorgesehene Beihilfe darf nur den Betrieben gewährt werden, die dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und Jahresabschlüsse von Unternehmen unterliegen, insofern sie allen darin aufgeführten Bestimmungen nachkommen.

Diese Beihilfe wird nicht gewährt, wenn die betreffenden Investitionen bereits in der einen oder anderen Form Gegenstand einer beschleunigten Abschreibung sind.

Artikel 32septies. Die in den Artikeln 32.2 und 32.3 bestimmten Betriebe können für die Investitionen in Immobilien, einschließlich der Investitionen in von Natur aus oder durch gesetzliche Bestimmung unbeweglichen Gütern, die im Kataster eingetragen sind, von dem Immobiliensteuervorabzug befreit werden.

Diese Befreiung darf für eine Dauer von höchstens fünf Jahren ab dem 1. Januar nach der Benutzung des unbeweglichen Gutes gewährt werden.

Artikel 32octies. Die in Abschnitt I vorgesehenen Beihilfen dürfen für dieselbe Investition nicht mit anderen regionalen Beihilfen kumuliert werden.

KAPITEL II. — Andere Arten von Beihilfen

Artikel 32.9. Die proportionale Eintragungsgebühr für die Gesellschaftseinlagen ist nicht zu entrichten, wenn die Einlagen in die in den Artikeln 32.2 und 32.3 erwähnten Betriebe, die die Rechtsform einer Handelsgesellschaft haben, dazu dienen, direkt zu der Einführung neuer Tätigkeiten und der Schaffung neuer Arbeitsplätze beizutragen - ob es sich nun um neue Betriebe oder um den Ausbau bestehender Betriebe handelt.

Artikel 32.10. § 1 Die in den Artikeln 32.2 und 32.3 erwähnten Betriebe können Beschäftigungsprämien erhalten für die zusätzlichen Arbeitsplätze, mit denen die Gesamtzahl der Arbeitsplätze auf maximal zwanzig erhöht wird.

Diese nicht rückzahlbare Prämie darf 100 000 Franken pro effektiv geschaffenen Arbeitsplatz nicht übersteigen.

§ 2 Eine Prämie für die Ersteinrichtung von höchstens 50 000 Franken kann den natürlichen oder juristischen Personen gewährt werden, die im Rahmen eines freien Berufs in direktem Zusammenhang mit dem Wirtschaftszweig der kleinen und mittleren Betriebe zum ersten Mal einen selbständigen Beruf ergreifen oder die eine Tätigkeit im Sektor des Einzel- oder Großhandels ausüben. Die natürlichen Personen, die diese Prämie beziehen oder die die erwähnten juristischen Personen darstellen, dürfen das 35. Lebensjahr nicht überschritten haben.

§ 3 Die Exekutive bestimmt die besonderen Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung und die Auszahlung dieser Prämien sowie die Vorschriften in bezug auf die eventuelle Rückforderung der auf diese Weise gewährten Vergünstigung.

Artikel 32.11. Die Region kann einen Teil der Kosten übernehmen, die die in den Artikeln 32.2 und 32.3 erwähnten Betriebe zu zahlen haben, wenn sie sich an einen zugelassenen Berater wenden.

Die von der Region übernommenen Kosten dürfen 75 % der Honorare des Beraters mit einem Höchstbetrag von 500 000 Franken nicht übersteigen.

Die Exekutive bestimmt die Bedingungen für die Beteiligung und das Verfahren zur Zulassung der Berater sowie die Arten von Dienstleistungen, für die die Region sich beteiligen kann.

Artikel 32.12. Die in den Artikeln 32.2 und 32.3 erwähnten Betriebe, deren Wirtschaftsleben durch eine öffentliche Katastrophe, die die Exekutive als solche anerkannt hat, schwer beeinträchtigt worden ist, können unter besonderen Bedingungen die in vorliegendem Unterabschnitt vorgesehenen Beihilfen erhalten.

Die Exekutive bestimmt die Bedingungen für die Gewährung und die Auszahlung der Beihilfen.

Artikel 32.13. § 1 Die Region kann im Rahmen der Verwirklichung ihrer Politik besonderen Interesses den in den Artikeln 32.2 und 32.3 erwähnten Betrieben unter besonderen Bedingungen die in diesem Unterabschnitt vorgesehenen Beihilfen gewähren.

§ 2 Die Region kann die Investitionen berücksichtigen, die sowohl für die Leistung wie auch für die Benutzung der Anlagen bestimmt sind, die die Verwirklichung einer solchen Politik besonderen Interesses ermöglichen.

§ 3 Eine Politik besonderen Interesses der Region besteht insbesondere in :

- der Sanierung der verschmutzten Gelände
- dem Umweltschutz, insbesondere durch die Anregung zur Einhaltung strengerer Normen als derjenigen des Staates, der Regionen oder der Europäischen Gemeinschaften und durch die Förderung des Recyclings bzw. der Rückgewinnung,
- der Förderung der regenerativen Energiequellen und der Energieeinsparung.

§ 4 Die Exekutive bestimmt die Kriterien und Modalitäten für die Gewährung dieser Beihilfen.

Unterabschnitt III. — Rückerstattung der Beihilfen

Artikel 32.14. § 1 Im Rahmen der Gewährungsbeschlüsse werden die Beihilfen den Betrieben nur gezahlt, wenn diese den steuerlichen, sozialen und umweltbezogenen Rechtsvorschriften und Regelungen entsprechen oder wenn sie sich verpflichten, diesen in einer angemessenen Frist nachzukommen.

§ 2 Binnen dreißig Tagen nach Einreichung eines Antrags auf Beginnerlaubnis und einer ordnungsgemäß ausgefüllten Referenzkarte wird der Betrieb über die Förderungswürdigkeit seines Antrags informiert.

Wenn binnen der vorgesehenen Frist keine Antwort erfolgt, bedeutet dies nicht automatisch, daß der Antrag angenommen wird.

§ 3 Die Betriebe, die die in den Artikeln 32.4 bis 32.8 vorgesehenen Investitionsbeihilfen erhalten haben, müssen diese zurückzahlen, wenn sie innerhalb einer Frist von vier Jahren ab dem Tag, an dem die Durchführung der Investitionen beendet ist, die Investitionen, für die ihnen eine Beihilfe gewährt worden ist, nicht benutzen, sie veräußern oder sie nicht mehr zu den vorgesehenen Zwecken und unter den vorgesehenen Bedingungen benutzen. Sie müssen die Beihilfen auch zurückzahlen, wenn sie die in § 1 auferlegten Verpflichtungen nicht einhalten.

§ 4. Die Exekutive kann jedoch im Rahmen des Gewährungsbeschlusses die in § 3 festgesetzte Frist verlängern.

§ 5 Die Exekutive kann die Rückerstattung der Beihilfen bis zu dem Verhältnis zwischen der Anzahl Jahre, in denen das Gut, für das eine Beihilfe gewährt worden ist, tatsächlich benutzt worden ist, und der in § 3 vorgesehenen Anzahl Jahre begrenzen.

Wenn seit Beendigung der Durchführung der Investition bis zum Tag der Begebenheit, die den Entzug der Beihilfe rechtfertigt, weniger als zwei Jahre verstrichen sind, muß diese Beihilfe jedoch in voller Höhe zurückgezahlt werden.

Artikel 32.15. Wenn die Verwaltungskosten für die Rückforderung der Beihilfen höher liegen könnten als deren Beträge, kann die Exekutive den Betrieb, der diese bezogen hat, von der Rückerstattung befreien.

Artikel 32.16. Im Falle eines Konkurses, eines Vergleichs mit Vermögensabtretung, einer Auflösung und einer freiwilligen oder gerichtlichen Liquidation des Betriebs werden die gewährten Vergünstigungen unter den in Artikel 32.14 festgelegten Bedingungen zurückgezahlt.

Im Falle einer Fusion, einer Übernahme, einer Aufspaltung oder eines Verkaufs des Betriebs können die Beihilfen aufrechterhalten werden, wenn die wirtschaftliche Tätigkeit des Betriebs fortgeführt wird und die gewährten Vergünstigungen genauso wie die Investitionen, die die Gewährung der Beihilfe gerechtfertigt haben, auf die neue juristische Person übertragen werden. Wenn das nicht der Fall ist, werden die Beihilfen zurückgezahlt.

Artikel 32.17. Die Betriebe, die Beihilfen erhalten haben, nachdem sie wissentlich oder unwissentlich falsche Auskünfte erteilt haben, müssen diese zurückzahlen.

Unterabschnitt IV. — Schlußbestimmungen

Artikel 32.18 Die Exekutive übermittelt dem Wallonischen Regionalrat und dem Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region jedes Quartal eine statistische Information über die gewährten Beihilfen.

Die Exekutive läßt dem Wallonischen Regionalrat andererseits jedes Jahr einen qualitativen und quantitativen Bericht über die Politik des Wirtschaftsaufschwungs, die sie im Laufe des vorangehenden Kalenderjahres betrieben hat, im Hinblick auf eine eingehende Bewertung zukommen.

Artikel 32.19. Vorliegendes Dekret tritt am 1. Juli 1992 in Kraft.

Ab dem 1. Juli 1992 finden die Artikel 1 bis 32, mit Ausnahme von Artikel 2 Lit. g, Artikel 5 § 1 Absätze 2 bis 4, Artikel 5 § 2, Artikel 10 Absatz 4, Artikel 11 *bis*, Artikel 11 *ter*, Artikel 12 bis 27 sowie Artikel 30, keine Anwendung auf die Wallonische Region.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 25. Juni 1992.

Der Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezugsarbeiten,
G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

N. 92 — 2222

[C — 27347]

25 JUNI 1992. — Decreet tot wijziging van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen, en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. In de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering wordt er een hoofdstuk *Ibis* gevoegd met als opschrift : « Bijzondere bepalingen voor het Waalse Gewest » en bestaande uit de als volgt opgestelde artikelen 32.2 tot 32.10 :

« *Afdeling I.* — Toekenning van aanmoedigen

Onderafdeling 1. — Toepassingsveld

Artikel 32.2. § 1. De aanmoedigen die voorzien zijn, onder andere middelen, om te bijdragen tot de socio-economische ontwikkeling van het Waalse Gewest worden toegekend krachtens contracten afgesloten tussen, enerzijds, het Waalse Gewest, en anderzijds, elke natuurlijke of rechtspersoon van privaat of publiek recht, die zich ertoe verbindt een of meer verrichtingen uit te voeren die bijdragen tot de verwezenlijking van een duurzame ontwikkeling en tot de aanmoediging van het scheppen van werkplaatsen. De aanmoedigen worden slechts toegekend indien zij doorslaggevend bijdragen tot de verwezenlijking van deze verrichtingen.

§ 2. De beschikkingen van onderhavige afdeling kunnen toegepast worden op de ondernemingen die niet meer dan 250 personen tewerkstellen en die afhangen van :

1. de industriële, ambachtelijke, toeristische, commerciële of dienstensectoren;
2. de tuinbouw- en visteeltsector;
3. de landbouwsector.

Zijn echter uitgesloten van het recht op de in deze afdeling voorziene tegemoetkomingen :

1. de sector van de banken en van andere financiële instellingen, van de verzekeringen en van de immobiëlen;
2. de sector van energie- en waterproductie en -verdeling, met uitzondering van de productie van alternatieve en hernieuwbare energieën;
3. de onderwijs- en vormingssectoren;
4. de gezondheidssector;
5. de sector van sport, vrijetijdsbesteding en cultuur;
6. de vrije beroepen die geen rechtstreeks verband hebben met de economische activiteit van kleine en middelgrote ondernemingen.

§ 3. De Executieve bepaalt de lijst van de uitgesloten activiteiten en kan de uitsluitingen uitbreiden tot andere activiteitensectoren of -takken voor elk soort tegemoetkomingen. In dat geval, moet haar gemotiveerde beslissing uitsluitend rekening houden met de beginselen en doeleinde van duurzame ontwikkeling of van schepping van werkplaatsen. Zij bepaalt de in aanmerking komende investeringen en ondernemingstypes. Zij bepaalt de maximum jaaromzet die door de ondernemingen niet overschreden mag worden om een investeringspremie te bekomen.

(1) *Buitengewone zitting 1992.*

Stukken van de Raad. — 69 (SE 1992), nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 24 juni 1992. Bespreking.

Volledig verslag. — Openbare zitting van 25 juni 1992. Stemming.

Artikel 32.3. Voor de toepassing van deze afdeling dient te worden verstaan onder onderneming iedere natuurlijke persoon of iedere in een commerciële vennootschap opgerichte rechtspersoon, met uitzondering van de publiekrechtelijke vennootschappen.

Onderafdeling II. — De verschillende tegemoetkomingssoorten

HOOFDSTUK I. — *Investerings tegemoetkomingen*

Artikel 32.4. § 1. Aan de in de onderafdeling I vermelde ondernemingen kan, ongeacht haar financieringswijze, een investeringspremie toegekend worden, waarvan de Executieve de voorwaarden alsook de toekennings- en uitbetalingsmodaliteiten vaststelt.

De toekenningscriteria maken een onderscheid : de ondernemingen die tot 20 personen tewerkstellen, 21 tot 50 personen en meer dan 50 personen.

De premie mag niet hoger zijn dan het maximum bedrag dat toegestaan zou zijn voor een rentetoelage, overeenkomstig artikel 5.

§ 2. In het Waalse Gewest wordt er geen tegemoetkoming toegekend in de vorm van een rentetoelage.

In afwijking van paragraaf 1, kunnen de ondernemingen van de dagelijkse of wekelijkse geschreven opiniepers recht hebben op een tegemoetkoming die gelijk is aan 15 % van het bedrag der investeringen die in aanmerking kunnen komen.

Artikel 32.5. De investeringen, die het onderwerp zouden kunnen worden van een tegemoetkoming in toepassing van de onderafdeling II van dit decreet, zijn de investeringen van materiële en immateriële vaste activa vermeld in de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen.

Artikel 32.6. § 1. In afwijking van de bepalingen van de artikelen 45, 4^o, en 49, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, kan de machtiging verleend worden aan de in de artikelen 32.2 en 32.3 omschreven ondernemingen om gedurende maximum drie opeenvolgende belastbare periodes een jaarlijkse afschrijving toe te passen die gelijk is aan tweemaal de normale lineaire afschrijvingsannuïteit voor de investeringen in materieel.

§ 2. De in paragraaf 1 voorziene tegemoetkoming mag enkel toegekend worden aan de ondernemingen onderworpen aan de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen indien zij aan alle erin opgenomen bepalingen voldoen.

Deze tegemoetkoming is niet toepasselijk indien de betrokken investeringen reeds het onderwerp zijn van een versnelde afschrijving.

Artikel 32.7. De in artikelen 32.2 en 32.3 omschreven ondernemingen kunnen vrijgesteld worden van de onroerende voorheffing op de investeringen in onroerende goederen die zij verwezenlijken, met inbegrip van investeringen in materieel, onroerend van natuur of door bestemming, ingeschreven in de kadastrale legger.

Deze vrijstelling kan toegekend worden voor maximum vijf jaar vanaf de eerste januari die de inbezitting of het gebruik van het onroerend goed volgt.

Artikel 32.8. De in afdeling I voorziene tegemoetkomingen mogen niet gecumuleerd worden met andere gewestelijke tegemoetkomingen voor dezelfde investering.

HOOFDSTUK II. — *Andere tegemoetkomingen*

Artikel 32.9. Kunnen vrijgesteld worden van het proportioneel registratierecht op de inbrengen in de vennootschap, de inbrengen in de in de artikelen 32.2 en 32.3 vermelde ondernemingen, opgericht als handelsvennootschappen, die ernaar streven rechtstreeks bij te dragen tot het scheppen van nieuwe activiteiten of werkplaatsen, in de vorm van nieuwe ondernemingen of uitbreidingen van bestaande ondernemingen.

Artikel 32.10. § 1. Arbeidsplaatspremies kunnen aan de in de artikelen 32.2 en 32.3 vermelde ondernemingen toegekend worden voor de bijkomende arbeidsplaatsen die het totaal aantal betrekkingen tot een maximum van twintig brengt.

Deze niet terugvorderbare premie mag niet meer dan 100 000 BF per werkelijk geschapen arbeidsplaats bedragen.

§ 2. Een premie van eerste vestiging van maximum 50 000 BF kan toegekend worden aan de natuurlijke of rechtspersonen die zich een eerste maal vestigen in een zelfstandig beroep, als vrij beroep met een rechtstreekse verbinding met de economische activiteit van kleine of middelgrote ondernemingen of die een activiteit uitoefenen in de sector van de klein of groothandel. De rechthebbende natuurlijke personen of die deel uitmaken van genoemde rechtspersonen mogen de leeftijd van 35 jaar niet hebben overschreden.

§ 3. De Executieve bepaalt de voorwaarden en de bijzondere modaliteiten van de toekenning en uitbetaling van deze premies, alsook de regels betreffende de eventuele terugvordering van het zodanig toegekend voordeel.

Artikel 32.11. Het Gewest kan een deel van de kosten opgelopen door de in de artikelen 32.2 en 32.3 vermelde ondernemingen tot haar last nemen indien zij beroep doen op een erkende consultant.

De door het Gewest ter hare last genomen kosten mogen niet hoger zijn dan 75 % van de ereloon van de consultant, met een maximum van 500 000 BF.

De Executieve bepaalt de tegemoetkomingsvoorwaarden en de erkenningswijze van de consultants, alsook de diensten die recht geven op de tussenkomst van het Gewest.

Artikel 32.12. De in de artikelen 32.2 en 32.3 vermelde ondernemingen waarvan de economische activiteit erg getroffen is door een als zodanig door de Executieve erkende publieke ramp kunnen onder bijzondere voorwaarden genieten van de in deze onderafdeling voorziene tegemoetkomingen.

De Executieve bepaalt de toekennings- en vereffeningvoorwaarden van de tegemoetkomingen.

Artikel 32.13. § 1. In het kader van de inwerkingstelling van zijn beleiden van bijzonder belang, kan het Gewest de in deze onderafdeling voorziene tegemoetkomingen aan de in de artikelen 32.2 en 32.3 vermelde ondernemingen onder bepaalde voorwaarden toekennen.

§ 2. Het Gewest kan rekening houden met de investeringen die zowel bestemd zijn voor de productie als voor het gebruik van vaste activa waardoor de uitvoering van zijn beleiden van bijzonder belang toegelaten worden.

§ 3. De beleiden van bijzonder belang van het Gewest zijn onder meer :

- de sanering van vervuilde ruimten;
- de bescherming van het leefmilieu, onder andere door het aansporen tot de naleving van strengere normen dan welke voorgeschreven zijn door de Staat, de Gewesten of Europese Gemeenschappen, en door de bevordering van recycleren en recuperatieactiviteiten;
- de bevordering van hernieuwbare energieën en van energiebesparingen.

§ 4. De Executieve bepaalt de toekenningscriteria en -modaliteiten van deze tegemoetkomingen.

Onderafdeling III. — Teruggaven van de tegemoetkomingen

Artikel 32.14. § 1. In het kader van de toekennings-beslissingen, kunnen de tegemoetkomingen slechts aan de ondernemingen uitgekeerd worden indien zij de fiscale, sociale en leefmilieuwetgevingen en reglementeringen naleven of indien zij de verbintenis aangaan in aangepaste termijnen zich ernaar te schikken.

§ 2. Binnen een termijn van dertig dagen na de indiening van een volledig dossier of van een aanvraag tot machtiging om te beginnen waarbij een behoorlijk ingevulde signaletische kaart gevoegd is, wordt de onderneming ingelicht over het al dan niet in aanmerking komen van haar aanvraag.

Het gebrek van antwoord binnen de voorziene termijn impliceert niet automatisch dat de aanvraag aangenomen is.

§ 3. De ondernemingen welke recht gehad hebben op de in de artikelen 32.4 tot 32.8 voorziene investeringstegemoetkomingen moeten de bekomen voordelen teruggeven indien zij, binnen een termijn van vier jaar vanaf de datum van het einde van de verwezenlijking der investeringen, de investeringen die aanleiding gegeven hebben tot de toekenning van een tegemoetkoming niet gebruiken, vervreemden of niet langer meer gebruiken overeenkomstig de voorgeschreven doeleinden en voorwaarden.

Zij zijn tevens gehouden tot de teruggave van de tegemoetkomingen indien zij de in § 3 vastgestelde verplichtingen niet naleven.

§ 4. In het kader van de toekenningsbeslissing, kan de Executieve echter de in § 2 vastgestelde termijn verlengen.

§ 5. De Executieve kan de teruggave van de tegemoetkomingen beperken ten belope van de verhouding tussen het aantal jaren van het werkelijk gebruik van het goed dat het onderwerp is geweest van een tegemoetkoming en het in § 3 voorzien aantal jaren.

Indien minder dan twee jaar verlopen zijn sinds het einde van de verwezenlijking van de investering tot de dag van de gebeurtenis die de teruggave van de tegemoetkoming rechtvaardigt, moet de teruggave ervan echter volledig zijn.

Artikel 32.15. Indien de administratieve kosten verbonden aan de terugvordering van de tegemoetkomingen hoger zouden kunnen worden dan hun bedrag, kan de Executieve de rechthebbende onderneming vrijstellen van hun teruggave.

Artikel 32.16. In geval van faillissement, akkoord door afstand van de activa, ontbinding en vrijwillige of gerechtelijke uitverkoop van de onderneming, worden de ontvangen voordelen teruggegeven overeenkomstig de in artikel 32.14 vastgestelde voorwaarden.

In geval van fusie, opsorping, splitsing of verkoop van de onderneming kan het behoud van de tegemoetkomingen toegestaan worden wanneer de economische activiteit van de onderneming voortgezet wordt en wanneer de bekomen voordelen overgedragen worden naar de nieuwe juridische eenheid zoals de investeringen die de toekenning van de tegemoetkoming gerechtvaardigd hebben. Bij gebreke daarvan worden de tegemoetkomingen teruggegeven.

Artikel 32.17. De ondernemingen die tegemoetkomingen bekomen hebben ten gevolge van het verstrekken, bewust of niet, van onnauwkeurige inlichtingen dienen ze terug te geven.

Onderafdeling IV. — Slotbepalingen

Artikel 32.18. Om de drie maanden, maakt de Executieve een statistische informatie betreffende de toegekende tegemoetkomingen over aan de « Conseil régional wallon » en aan de « Conseil économique et social de la Région wallonne ».

Anderzijds maakt de Executieve jaarlijks een kwantitatief en kwalitatief verslag over aan de « Conseil régional wallon » betreffende het door haar gevoerde beleid inzake economische expansie tijdens het voorafgaand kalenderjaar met het oog op een grondige evaluatie ervan.

Artikel 32.19. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 1992.

Vanaf 1 juli 1992 zijn artikelen 1 tot 32, met uitzondering van artikel 2, g, artikel 5, § 1, lid 2 tot 4, artikel 5, § 2, artikel 10, 4de lid, artikel 11 bis, artikel 11 ter, artikelen 12 tot 27, alsook artikel 30, niet toepasselijk op het Waalse Gewest.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 juni 1992

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,
G. MATHOT

De Minister van Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Bronnen en Landbouw,
G. LUTGEN